



# Le Bangladesh, un État entre deux eaux et deux feux



© Change-climate.com

Maxime Bouchard

Werra

Septembre 2021



Diplômé d'un Master 2 en Relations Internationales et Diplomatie à l'Université Jean Moulin Lyon 3, **Maxime Bouchard** est un passionné de géopolitique, en particulier des enjeux liés à l'énergie et aux conséquences assujetties au changement climatique. Intérêt matérialisé à travers son mémoire de fin d'études portant sur l'évaluation et la remise en question des objectifs pluriels de la transition énergétique indienne, tant économique, social, politique et environnemental.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Septembre 2021



## INTRODUCTION

---

*« Pourquoi serions-nous retournés dans notre village ? Là-bas, il n'y a plus rien. Une rivière coule là où se trouvait notre maison. Nous avons tout perdu. À présent, il n'y a plus que de l'eau et encore de l'eau ».*

Noyom Tara, « Réfugiée climatique » bangladaise<sup>1</sup>

Le Bangladesh est l'un des pays les plus densément peuplés au monde — 164 millions d'habitants en 2019 pour une densité de 1 265 habitants par kilomètre carré<sup>2</sup> — et aussi l'un des plus vulnérables et des plus touchés par le changement climatique. Il occupe en effet la septième place dans le tableau des pays les plus touchés entre 1999 et 2018 de l'Indice mondial des risques climatiques 2020. Avec près d'un tiers du total de sa population vivant le long de la côte et une grande partie du pays situé au niveau de la mer, ce petit Etat d'Asie du Sud est en proie aux bouleversements environnementaux actuels et futurs induits par le dérèglement climatique. Si la montée des eaux océaniques inquiète certaines îles du Pacifique, les Maldives ou l'île de Sein, au Bangladesh la situation est déjà catastrophique.

On appelle le Bangladesh « pays de l'eau ». En effet, elle ne se contente pas de border le territoire bangladais sur son flanc sud avec le golfe du Bengale, les eaux issues de la fonte des glaces de l'Himalaya s'y déversent aussi par le nord. Au centre-sud, trois grands fleuves – le Gange, le Brahmapoutre et le Meghna – se rejoignent afin de former un delta. Ce delta, le plus grand du monde, possède également un débit hors-normes, en particulier pendant la mousson où il a déjà atteint 180 000 m<sup>3</sup> par seconde. En comparaison, le débit maximal du Rhône a été atteint en décembre 2013 avec 11 500 m<sup>3</sup> par seconde.

Ainsi, alimenté en eau douce par le nord, bordé par le golfe du Bengale au Sud, le Bangladesh est pris entre deux eaux. Deux eaux représentant l'une comme l'autre deux sources de danger exponentiel pour les populations de la région.

Il y a tout d'abord un risque croissant d'inondations en provenance du nord. Avec l'élévation des températures, la glace des sommets de l'Himalaya fond de plus en plus et l'eau de ruissellement se jette dans l'immense delta que forme le Bangladesh. Même si, jusqu'ici, l'intensification de la déforestation n'a pas posé de problèmes majeurs, une grande partie de

---

<sup>1</sup> Ignacio Marin, « Menacé par les eaux, le Bangladesh fait face aux conséquences du changement climatique », *Equaltimes*, 13 mars 2020, [https://www.equaltimes.org/Menace-par-les-eaux-le-Bangladesh?lang=fr#.YTj\\_X4gzblU](https://www.equaltimes.org/Menace-par-les-eaux-le-Bangladesh?lang=fr#.YTj_X4gzblU)

<sup>2</sup> A titre de comparaison, la densité de la population française est de 119 habitants par kilomètre carré.



l'eau retenue par les sols va dorénavant s'ajouter aux pluies des moussons et aux crues cycliques. En effet, par la déforestation, les racines ne jouent plus leur rôle de retenue, les pluies successives délavent les sols et emportent avec elles une grande quantité de sédiments venant à s'accumuler à l'embouchure des deltas sous forme d'alluvions. Parallèlement, au sud, l'augmentation des pluies de mousson conjuguée à la hausse du niveau de la mer, freine l'écoulement fluvial et entraîne une élévation des eaux de l'estuaire qui se mêlent à l'eau de mer du golfe du Bengale. Ainsi, l'eau de mer remonte dans le delta, vient polluer les nappes phréatiques et entraîne la disparition de la riziculture.

Deux possibilités s'offrent aux Bangladais face à la montée des eaux : être informés sur les conséquences des changements climatiques et sur les moyens de s'y adapter (planter des arbres, surélever les habitations et les digues, introduire des semences de riz moins sensibles au sel) ou migrer. Néanmoins, du fait des migrations internes, les superficies de Dacca, la capitale, et des principales villes du pays, ont explosé. Or, si comme le prévoit le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) la pression climatique se poursuit sur le Bangladesh, il faut dès à présent planifier des migrations massives. Dacca ne pourra pas accueillir tout le monde. Qu'en sera-t-il des Bangladais ? Où iront-ils ? Au Myanmar ? En Inde ? De quelle manière seront-ils accueillis ? Vivant avec quelles aides ? Quels statuts ? Autant de questions pour le moment sans réponses appropriées à la détresse de ces populations.

En effet, alors que le Bangladesh se trouve prisonnier entre deux eaux, il se trouve également entre deux feux. Les deux seuls Etats possédant une frontière terrestre avec le Bangladesh, l'Inde et le Myanmar, se distinguent par une forte aversion envers les personnes de confession musulmane. Or, l'islam est la religion officielle du Bangladesh depuis un amendement constitutionnel de 1988 et le culte de 90% de la population bangladaise. Le Myanmar, en pleine guerre civile depuis le putsch militaire pro-nationaliste de février 2021 et l'Inde dont le parti au pouvoir, le BJP du nationaliste Modi, verse dans le registre idéologique de l'extrémisme hindou et de l'intolérance interconfessionnelle, ne sont clairement pas des terres d'accueil pour des populations obligées de quitter leur pays au risque de perdre la dernière chose qu'il leur reste : la vie.

Face à cet étaiu environnemental qui se resserre et la densité de population désormais intenable dans les grandes villes bangladaises, les Bangladais se doivent de trouver de nouvelles issues afin que leur droit à la vie soit respecté. Pour autant, malgré l'urgence, le statut de réfugié climatique n'est pas encore reconnu juridiquement à l'échelle internationale. Ainsi, avec 147



millions de musulmans, en partie voués à devenir des migrants climatiques dans les décennies à venir, le Bangladesh fait office aujourd'hui de bombe à retardement.

Entre montée des eaux, destruction de l'environnement liée à la démultiplication de phénomènes extrêmes climatiques, insécurité alimentaire croissante, instabilité sociale persistante et vagues migratoires successives, le Bangladesh sera sans aucun doute à court terme un théâtre privilégié des conséquences critiques du changement climatique.



# Mise au point sur la notion de changement climatique

---

Le changement climatique est un phénomène à très grande inertie. En effet, une hausse de 5° C de la température moyenne terrestre (fourchette haute du réchauffement climatique à horizon 2100), correspond à une transition ère glaciaire/ère interglaciaire. Lorsque la France est passée il y a 10 000 ans d'un paysage ressemblant au nord de la Sibérie à l'état qu'on lui connaissait à l'ère préindustrielle, le climat ne s'est réchauffé que de 5°C sur la planète. Cependant, la température ne va pas croître de manière homogène : l'inertie thermique des continents étant plus faible, elle montera plus vite sur les continents que les océans. Ainsi, si nous avons un réchauffement global de 2°C, cela correspondra à un réchauffement de 3°C sur les continents.

Le réchauffement climatique va globalement augmenter l'évaporation, donc augmenter les précipitations mais de manière encore moins répartie qu'auparavant. C'est-à-dire que les régions ayant beaucoup d'eau en auront encore davantage et vice versa. A titre d'illustration, la mousson sera plus violente et plus longue dans les années à venir. Or, une mousson plus vive sur des sols plus secs n'est pas nécessairement intéressante pour les cultures. Par ailleurs, avec les bouleversements climatiques déjà observés, une sorte de nouvelle saison est apparue au Bangladesh, une pré-mousson, qui démarre début juillet et inonde notamment la région du Sylhet.

Le réchauffement climatique provoquera également la montée des eaux océaniques. Celles-ci monteront pour deux raisons. Tout d'abord, lorsque nous chauffons de l'eau, cette dernière se dilate et prend plus de place. Parallèlement, la fonte des calottes glaciaires accélère ce processus. Le pôle Nord a commencé à fondre et, à partir de maintenant, il n'y aura que des rétroactions positives qui amplifieront le phénomène. Premièrement, l'étendue de la banquise a tendance à diminuer de plus en plus. Or, quand la banquise disparaît on remplace une surface très réfléchissante par une surface très absorbante pour le rayonnement solaire. Ainsi, la température environnant la calotte groenlandaise a tendance à s'élever encore plus vite. Deuxièmement, la fonte de la calotte est une fonte de surface. Ainsi, le niveau d'altitude maximale de la calotte baisse et on se rapproche d'un air ambiant qui est un peu plus chaud. Troisièmement, la surface du Groenland est couverte de poussière amenées par les vents. Lorsqu'on est dans un processus où il y a accumulation annuelle de poussière mais également de neige la recouvrant alors ce n'est pas grave. Cependant, lorsque la neige se met à fondre, les



poussières concentrées en surface augmentent alors l'albédo, c'est-à-dire la capacité d'absorption du rayonnement solaire de la calotte.

Ainsi, à la suite des rétroactions positives, le Groenland continuera à fondre avec le temps, peu importe les efforts des Hommes. D'après les estimations des scientifiques, cela représenterait entre trois et six mètres d'eau supplémentaires dans les océans.

Certains Etats voient la fonte des glaces comme une opportunité économique grâce à l'ouverture de nouvelles routes maritimes, mais ils oublient qu'avec six mètres d'eau supplémentaire dans les océans tous les ports actuels seront sous l'eau. D'autres, comme le Bangladesh, comme une catastrophe environnementale, économique et sociale sans précédent. Les Bangladais ont vu le niveau des eaux océaniques augmenter de 3mm/an en moyenne sur la période 1968 – 2012, soit 1,5 fois plus que l'élévation moyenne du niveau marin à l'échelle mondiale. Pourtant, l'impact environnemental de l'activité des habitants de la région du delta du Gange-Brahmapoutre-Meghna est minime. Voilà la dure réalité du changement climatique, les populations les plus conscientes des conséquences de ce phénomène ne sont généralement pas celles qui participent le plus activement à son évolution. Le Bangladesh représente en effet moins de 1% des émissions de CO<sub>2</sub>, principal gaz à effet de serre responsable du réchauffement de notre atmosphère, quand la Chine est à l'origine de 28,1% des émissions mondiales et les Etats-Unis 15,2%<sup>3</sup>.

Par ailleurs, les conséquences sociales et politiques à large échelle du réchauffement climatique seront d'une violence inédite pour l'espèce humaine. Dans son rapport du 8 août 2019 « Changement climatique et Terre », le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, a notamment déclaré qu'à partir de 2,5°C à 3°C d'élévation de température une insécurité alimentaire généralisée sur la planète surviendrait.

*« Après le pain, l'éducation est le premier besoin d'un peuple. »*

Georges Jacques Danton

L'insécurité alimentaire, est le premier ferment d'instabilité politique dans l'Histoire. Rappelons, pour les plus sceptiques, qu'une inflation alimentaire intolérable a précédé le Printemps arabe. En 1788, la grande famine a été le ressort de la Révolution française de 1789.

---

<sup>3</sup> « BP Statistical Review of World Energy 2019 », 2019, 64 pages



# Les conséquences de la montée des eaux sur la population bangladaise

---

Le delta du Gange-Brahmapoutre-Meghna est le plus vaste et le plus densément peuplé au monde. Il est surtout l'un des endroits les plus vulnérables au changement climatique, pourtant, l'amplitude et l'impact de la montée des eaux y restent méconnus. Cette zone, qui couvre les deux tiers du Bangladesh et une partie de l'Inde orientale, est déjà régulièrement sujette aux inondations, favorisées par l'intensité des précipitations de mousson, l'élévation du niveau marin, la hausse du débit des fleuves et l'affaissement des sols.

Pour la première fois, des scientifiques fournissent des estimations fiables, à l'échelle régionale, de l'affaissement des terres et de la montée des eaux dans le delta du Gange-Brahmapoutre-Meghna. Ce travail, qui devrait nourrir des études d'impact et des scénarii d'adaptation, estime que, selon les régions du delta, la montée des eaux pourrait atteindre 85 à 140 cm en 2100<sup>4</sup> par rapport à la période 1986-2005.

Si les estimations d'avenir sont désastreuses et préoccupantes, la situation actuelle est déjà critique. L'érosion provoquée par le débit des fleuves et rivières alimenté par la fonte accélérée des neiges de l'Himalaya et les précipitations plus importantes dues au dérèglement climatique, couplée à la montée des eaux océaniques dans le delta, est en train d'engloutir des villages entiers, de saliniser des milliers de kilomètres carrés de cultures et de provoquer le déplacement forcé de millions de personnes qui, impuissantes, assistent à la disparition de leurs maisons et de leurs terres sous l'eau. Des pans de terres sont emportés chaque année par le flot. Si la sédimentation recrée des îlots, appelés *chors*, au milieu des bras de fleuves où la population y installe ses maisons de tôles, cela ne compense pas les pertes. Chaque année, ce sont ainsi 60 000 hectares de terres qui disparaissent et près de 700 000 Bangladais qui perdent leur foyer et se retrouvent dans l'obligation de migrer. On estime qu'au Bangladesh entre 10 à 13 millions de personnes devront être déplacées à l'horizon 2050.

En général, la mousson inonde chaque année 20 à 30% du Bangladesh. Néanmoins, des épisodes plus extrêmes et plus longs apparaissent au fil des années. En période de mousson les précipitations sont intenses, les crues et la mousson s'additionnent et inondent certaines régions trois à quatre mois par an. L'eau atteint en moyenne 1 mètre 50, parfois deux mètres. Cela crée

---

<sup>4</sup> Travail publié dans PNAS le 6 janvier 2020 par des scientifiques du CNRS, de l'IRD, du BRGM, des universités de La Rochelle et des Antilles, de l'université d'ingénierie et de technologie du Bangladesh et de l'université d'État de l'Ohio.





chaque année des migrations saisonnières dans les villes hors de l'eau. Ainsi, tous les ans, 90 millions de Bangladais sont touchés par la montée des eaux, 20 millions sont carrément inondés, 15 millions d'entre eux émigrent temporairement et 5 millions survivent dans les zones inondées<sup>5</sup>.

Les autorités bangladaises tentent de réagir par des mesures structurelles visant à construire des digues et des polders afin de contenir au maximum les conséquences de la montée des eaux venues du nord et du Sud. Cependant, Dacca dépend directement de la politique de gestion de l'eau des pays situés en amont (Chine, Bhoutan, Népal et Inde) des trois principaux fleuves alimentant le delta et ne peut se permettre d'ériger des barrages. En effet, lorsque l'Inde est inondée, ce qui s'aggrave avec la fonte des glaces de l'Himalaya et les pluies torrentielles qui se multiplient, elle ouvre ses barrages déjà submergés pour évacuer le trop plein d'eau. Une coopération internationale avec l'Inde est donc indispensable pour la gestion de l'eau au Bangladesh. Néanmoins, avec les bouleversements climatiques augmentant la fréquence des inondations, elle n'est pas suffisante et les digues locales ne fonctionnent pas.

Au-delà des conséquences environnementales, contribuant également à un stress croissant lié à l'insécurité alimentaire, l'accélération de la montée des eaux océaniques et l'augmentation de la fréquence et intensité des inondations apportent bien d'autres tourments à une population qui n'en demandait pas tant.

En effet, pendant les inondations saisonnières, certaines populations pauvres doivent se déplacer. Les hommes vont alors travailler dans des villes non-inondées, et les femmes restant seules avec les enfants se font régulièrement attaquer et violer. Aujourd'hui, certaines ONG tentent de protéger ces femmes rendues vulnérables. En outre, l'instabilité des sols due à l'érosion qui détruit les cultures en plus des habitations favorise l'apparition de *chors*. A ce moment-là, chacun essaie d'accaparer ces nouveaux terrains. De véritables pirates de terres s'y installent et cela crée des conflits. Ce que l'on appelle les « peuples sans terres », les paysans et les pêcheurs qui ont tout perdu dans les inondations et les crues, ne savent généralement pas lire et ne connaissent pas leurs droits. Des ONG se mobilisent afin de les informer de leurs droits sur les *chors* de sorte qu'ils se manifestent face à ces pirates, souvent liés à des partis politiques, et face au gouvernement qui tente aussi de récupérer ces terres.

---

<sup>5</sup> « Etat des lieux du réchauffement climatique, Le Bangladesh entre deux eaux », Perrine Kervan, France Culture, 26 novembre 2018, <https://www.franceculture.fr/emissions/lsd-la-serie-documentaire/etat-des-lieux-du-rechauffement-climatique-14-le-bangladesh-entre-deux-eaux>



*« Se déplacer coûte très cher. Quand il faut partir, je perds mes terres, mes économies. On devient de plus en plus pauvre. On est huit dans la famille, je ne sais pas comment on va survivre. »*

Zariul, paysan bangladais obligé de migrer à Dacca suite à la perte de ses biens matériels<sup>6</sup>

À l’instar de Zariul et de sa famille, la plupart des personnes touchées par le changement climatique finiront par chercher refuge à Dacca. Chaque année, plus de 300 000 personnes affluent dans la ville pour échapper à un type de désastre environnemental. À chaque fois, ils repartent de zéro. Ils ont perdu leur terre transmise de génération en génération, leur bétail et leur mode de vie. Année après année, c’est tout une partie de la population bangladaise qui subit un véritable déclassement social.

Cependant, leurs difficultés, loin de s’achever ici, ne font que commencer. Dacca est une ville au bord de l’effondrement et la troisième ville la moins « vivable » de la planète, uniquement derrière Damas et la ville surpeuplée de Lagos au Nigéria. Avec plus de 20 millions d’habitants elle ne peut accueillir de nouveaux arrivants que dans l’inconfort et la désorganisation municipale des bidonvilles d’une ville saturée où règnent pauvreté, criminalité, corruption et circuits parallèles. Ainsi, sans le soutien du gouvernement, la plupart de ces réfugiés climatiques finissent par survivre dans ces bidonvilles et travailler en situation de semi-esclavage dans l’une des milliers d’usines disséminées à travers la ville quand autrefois elles étaient financièrement indépendantes et propriétaires de bétail et de terrains. D’ailleurs, selon l’Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), environ 70 % des habitants des bidonvilles de Dacca ont subi une catastrophe environnementale sous une forme ou une autre.

Un rapport de l’ONG de défense des droits humains Human Rights Watch a par ailleurs établi un lien entre le taux élevé de mariages des enfants au Bangladesh (le quatrième au monde) et les conséquences du changement climatique (en particulier l’érosion fluviale). En effet, un grand nombre des familles touchées se voient obligées de marier leurs filles parce qu’elles ne peuvent pas subvenir à leurs besoins.

Les enjeux à venir sont énormes. Avec une population de 161 millions de personnes, qui s’accroît de 6 % par an, plusieurs millions de Bangladais devraient migrer dans les années à venir. Mais pour aller où ? Dacca, la capitale ? La ville est déjà saturée. Autre option,

---

<sup>6</sup> Julie Lallouët-Geffroy, « Changement climatique : le Bangladesh a déjà les pieds dans l’eau », *Reporterre*, 2015, <https://reporterre.net/Changement-climatique-le-Bangladesh-a-deja-les-pieds-dans-l-eau>



l'émigration clandestine vers l'Inde et le Myanmar. Néanmoins, au regard du contexte ethnico-religieux de ces deux Etats et de l'absence d'un statut juridique international protecteur pour les « migrants climatiques », cette solution n'est, *a priori*, pas favorable.



## Un environnement géopolitique complexe et belliqueux

---

Le Bangladesh ne dispose que de deux frontières terrestres, l'une avec l'Inde, l'autre avec le Myanmar. Cependant, il n'entretient pas de très bonnes relations avec ses voisins, quand bien même l'Inde l'a aidé à obtenir son indépendance du Pakistan le 16 décembre 1971 à la suite de l'intervention de ses forces armées dans ce qui deviendra la troisième guerre indo-pakistanaise<sup>7</sup>.

Dehli reproche à Dacca de ne pas s'aligner systématiquement sur ses positions à qui il est aussi reproché son rapprochement avec la Chine et son soutien au groupe séparatiste du nord-est de l'Inde notamment dans l'Assam. L'Inde reproche enfin au Bangladesh de ne pas contrôler assez cette frontière commune longue de plus de 4000km. En effet, faute de contrôle, 20 millions d'immigrés illégaux d'origine bangladaise vivaient en Assam. Entre 1993 et 2013, l'Inde a donc construit un mur de barbelés sur 3200km pour lutter contre l'immigration clandestine, l'infiltration terroriste et la contrebande.

Au-delà des litiges frontaliers liés à l'immigration clandestine, l'animosité entre les deux pays ne s'arrête pas uniquement aux hautes sphères de l'Etat mais à une très grande partie de la population indienne où la tension entre la majorité hindoue et la minorité musulmane croît.

L'Inde est entrée au printemps 2014 dans une phase nouvelle de son histoire politique, avec la victoire à la majorité absolue (335 sièges sur 543) de la coalition NDA (National Democratic Alliance) conduite par le parti de la droite nationaliste hindoue BJP (Bharatiya Janata Party – Parti du peuple indien). Narendra Modi porte deux projets dont les finalités semblent *a priori* contradictoires. Le premier, de nature technocratique et économique, relève d'une dynamique d'inclusion par ses promesses de « bonne gouvernance » et de « développement pour tous ». L'autre, foncièrement idéologique, procède d'une logique d'exclusion, et ostracise les communautés qui ne se conforment pas entièrement au système de valeurs promu par la mouvance du nationalisme hindou.

C'est ainsi que depuis 2014, les organisations extrémistes hindoues ont intensifié leurs campagnes pour saper le multiculturalisme et le sécularisme indiens, et reformuler le projet

---

<sup>7</sup> La partition de l'Empire des Indes en 1947 débouche sur le partage entre les deux Etats de territoires et de populations en fonction de leur religion (hindoue ou musulmane). En plus de l'Inde, il y aura ainsi la création de deux Pakistan, l'un occidental (aujourd'hui Pakistan) et l'autre oriental (aujourd'hui Bangladesh).



national à partir de la seule identité hindoue. Un climat d'insécurité pèse désormais sur les musulmans, victimes d'agressions multiples à leur rencontre de la part de ces organisations. Le Premier ministre a certes condamné les actes de violence et d'intolérance, mais sans y mettre le degré de passion et d'autorité dont il est coutumier sur tout autre sujet.

Le risque existe cependant que, fragilisé par la crise économique et sociale survenue avec la pandémie de Covid-19, faute de pouvoir se prévaloir d'un bilan convaincant en matière de développement et de bonne gouvernance, Modi verse toujours plus dans le populisme, et son parti dans le registre idéologique de l'extrémisme hindou, avec les stratégies de polarisation intercommunautaire qui s'ensuivent inévitablement. Le programme idéologique d'une Inde hindoue et pour les hindous n'a jamais été si présent.

Il est donc logique de se questionner sur la pertinence pour les Bangladais, de confession musulmane, de fuir vers une Inde qui est aujourd'hui en train de se diriger, à tous les étages de l'Etat, vers une aversion des minorités confessionnelles et notamment musulmanes.

Néanmoins, si toute migration clandestine vers le voisin indien semble compliquée, il en est de même vers le Myanmar<sup>8</sup> avec lequel les rapports sont encore plus véhéments. En effet, dans l'Etat de l'Arakan, circonscription birmane à la frontière bangladaise, vit une minorité musulmane, les Rohingyas, dont les bouddhistes, confession majoritaire en Birmanie, veulent se débarrasser. Une haine ancienne oppose les deux communautés. En 1947, lorsque le général Aung San a uni les ethnies du pays, un groupe a refusé de soutenir la lutte contre les Britanniques : les Rohingyas. Pour la majorité bouddhiste, ces derniers sont des traîtres qui n'ont pas leur place dans le pays libéré du joug anglais. Les bouddhistes, constituant la grande majorité de la population birmane, considèrent ainsi ce qu'ils appellent les Bengalis comme des étrangers.

*« Notre devoir n'est pas seulement de faire appliquer la loi et l'ordre, mais aussi de préserver l'identité de la nation. Sur la question de la race, nous avons fait savoir au monde que les Rohingyas ne font pas partie de notre pays. Les musulmans de l'Etat de l'Arakan sont des Bengalis, ils sont venus d'ailleurs, ils se sont installés ici ».*

Min Aung Hlaing, Chef des Armées

L'Arakan était une bombe à retardement. Il y avait une montée du nationalisme dans toute la région, et les deux communautés, musulmane et bouddhiste, se voyaient de plus en plus comme

---

<sup>8</sup> Également appelée Birmanie.



des ennemies. En octobre 2016, du côté musulman, a émergé une nouvelle insurrection, très militante. Pour les militaires, la situation dans l'Arakan est une opportunité. L'armée mène ainsi des opérations dites de « nettoyage » contre les Rohingyas.

La question rohingyas n'est pas une simple question de lutte entre l'islam et le bouddhisme, mais un enjeu du pouvoir central dans son rapport aux minorités. Toute dictature et toute junte, pour exister, a besoin de se trouver des ennemis. En 2016, l'ennemi est tout trouvé quand un regain de violences entre l'armée birmane et les groupes armés rohingyas agitent l'Arakan. Galvanisée par le Ma Ba Tha, un mouvement nationaliste bouddhique, la junte commet ce qui a été qualifié par l'ONU de génocide contre l'ethnie musulmane.

En transition démocratique depuis une décennie où Aung San Suu Kyi était la dirigeante de facto de la Birmanie depuis 2016, la reprise du pouvoir par l'armée birmane, le 1<sup>er</sup> février 2021, à la suite d'un coup d'Etat, s'inscrit dans la logique d'une doctrine idéologico-militaire ancrée dans l'histoire de conflits internes permanents qui a forgé le présent postcolonial du Myanmar. De cette vision a émergé, pour les militaires birmans d'hier et d'aujourd'hui, la certitude d'avoir un rôle central à jouer : celui d'être les garants d'une unité nationale fantasmée.

Les Bangladais, la plupart de confession musulmane, n'ont ainsi que très peu d'intérêt à fuir un pays dans lequel la vie s'apparente à de la survie, pour un Etat, en pleine guerre civile, où ils sont depuis des décennies les Bouc-émissaires d'une junte militaire qui ne cherche qu'à légitimer son pouvoir en mobilisant la population contre des ennemis internes désignés.



## CONCLUSION

---

Entenaillé par la montée des eaux au sud et les crues et inondations venues du nord, jouté par deux Etats dont la haine envers la confession musulmane fait, implicitement ou explicitement, partie intégrante de leur programme politique et de leur union nationale fantasmée, le Bangladesh se retrouve enclavé dans une situation inextricable. D'autant plus que l'inertie liée au changement climatique nous force à réaliser que le dénouement ne viendra pas d'une solution miracle aboutissant à un utopique maintien du niveau des eaux et à un arrêt de l'érosion des sols. Le mécanisme est enclenché, tout retour en arrière est illusoire.

Seul une reconnaissance du statut de réfugié climatique en droit international permettant d'octroyer à ces individus une protection égale à celle octroyée aux réfugiés politiques apporterait une issue favorable aux millions de Bangladais amenés à fuir leur pays dans les années à venir. Cependant, l'encadrement juridique des migrations climatiques demeure lacunaire. La problématique devenue pourtant impérative, les individus quittant leur territoire à la suite de modifications environnementales de leur habitat menaçant leur droit à la vie n'ont toujours pas de protection juridique possible.

La Convention de Genève du 28 juillet 1951 constitue le cadre de la protection des réfugiés et établit en son article premier la définition d'un réfugié comme étant une personne qui « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels évènements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner* ».

Ainsi, cette définition ne permet pas de prendre en compte les réalités environnementales comme un des motifs de déplacement justifiant l'octroi du statut de réfugié. Par ailleurs, la majorité des déplacements dus à des facteurs environnementaux se font à l'intérieur des frontières des Etats, constituant donc des situations de déplacements internes, n'entrant pas dans le champ d'application de la protection conventionnelle des réfugiés.

Néanmoins, des lueurs d'espoir sont survenues ces dernières années quant à une reconnaissance juridique internationale du statut de réfugié climatique. En effet, le 24 janvier dernier, le Comité



des droits de l'homme de l'ONU<sup>9</sup> a soutenu le refus opposé à sa demande par la Cour suprême de Nouvelle-Zélande, observant que la situation de M. Teitiota<sup>10</sup>, ne représentait pas un danger imminent ni une atteinte réelle à ses droits fondamentaux. Cependant, le Comité a également estimé que les personnes fuyant les effets du changement climatique et des catastrophes naturelles ne devraient pas être renvoyées dans leur pays d'origine (le principe de « non-refoulement ») si leurs droits humains fondamentaux s'en trouvaient menacés. Cette décision qualifiée d'historique constitue une véritable avancée quant au statut de réfugié climatique.

Néanmoins, en l'absence d'un statut juridique international contraignant protégeant les populations amenées à fuir leur pays d'origine pour des raisons environnementales, les néo-réfugiés climatiques bangladais doivent aujourd'hui choisir entre une vie d'esclavage moderne dans leur pays d'origine ou de persécution dans les pays limitrophes.

---

<sup>9</sup> Le Comité des droits de l'homme des Nations unies est un organe composé de 18 experts indépendants qui surveillent la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques par les États parties.

<sup>10</sup> Originaire des Kiribati, archipels du Pacifique voué à disparaître d'ici à 2050 selon le GIEC, cet expatrié en Nouvelle-Zélande d'où il demandait l'asile depuis 2007, argue que le changement climatique et la montée des eaux rendaient la situation sur l'atoll de Tarawa de l'archipel intenable et dangereuse.